

Libye/Attaque

Douze morts dans un attentat contre la commission électorale

AFP
Tripoli/Libye

L'attaque, menée par quatre hommes, a été revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

AU moins douze personnes ont été tuées et sept autres blessées hier à Tripoli dans un attentat contre le siège de la Haute commission électorale libyenne (HNEC), chargée d'organiser des élections cruciales pour le pays, selon des sources sécuritaire et sanitaire. Quatre individus armés ont attaqué le bâtiment de la HNEC dans la matinée, selon Mohamad al-Damja, un haut responsable de sécurité à Tripoli. "Ils ont abattu les gardes avant de tirer sur les personnes présentes sur les lieux", a-t-il déclaré à l'AFP. Au moins deux assaillants ont ensuite fait détoner leur charge explosive à l'arrivée des forces de sécu-

rité, a-t-il ajouté, précisant que le siège de la HNEC avait pris feu et été gravement endommagé. Les forces de sécurité maîtrisent désormais la situation, a-t-il souligné. L'attaque, qui a été revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), selon son organe de propagande Amaq, a fait au moins 12 morts et sept blessés, a indiqué le ministère de la Santé dans un nouveau bilan. Selon des témoins, des tirs ainsi qu'au moins deux explosions ont été entendus aux abords de la HNEC. Un périmètre de sécurité a été installé autour des lieux empêchant les journalistes et badauds de s'approcher. Dans un communiqué, le Gouvernement d'union nationale (GNA) a dénoncé une "attaque terroriste". "Cette attaque lâche n'empêchera pas le GNA de continuer à apporter son soutien à la HNEC", a indiqué le cabinet de Fayez al-Sarraj, affirmant son



Photo : AFP

Des badauds devant la commission électorale à Tripoli, cible d'une attaque qui a fait au moins 12 morts.

"engagement à (respecter) le processus démocratique pour la tenue des élections afin de mener la Libye à bon port". La mission de l'Onu en Libye (Manul) a également condamné l'attentat, "avec la plus grande fermeté". "De telles attaques terroristes ne dissuaderont pas les Libyens d'avancer dans le processus de consolidation de l'unité nationale et de construction de l'Etat du droit et des institutions", a ajouté la Manul sur son compte Twitter, appelant "les autorités libyennes à

poursuivre et traduire les auteurs (de l'attaque) en justice le plus rapidement possible". La Libye est en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Deux autorités s'y disputent aujourd'hui le pouvoir : d'un côté, le GNA reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli, de l'autre, une autorité exerçant son pouvoir dans l'est du pays, avec le soutien du puissant et controversé maréchal Khalifa Haftar.

La communauté internationale presse les autorités du pays de tenir des élections en 2018, espérant le rétablissement de l'ordre dans ce riche pays pétrolier. Mais aucune date pour ces élections n'a été encore fixée, alors que leur tenue doit être précédée par un référendum sur un projet de constitution et la rédaction d'une loi électorale. En attendant, 2,4 millions d'électeurs ont été enregistrés par la HNEC, sur une population de 6 millions. La HNEC, considérée parmi les rares institutions crédibles et indépendantes du pays, avait organisé les deux premières législatives en 2012 et 2014, réinstaurant cet exercice après 42 ans d'interdiction sous la dictature. En mars, l'organisation Human Rights Watch (HRW) avait estimé que la situation sécuritaire en Libye ne permettait pas la tenue d'élections libres et transparentes.

L'Afrique en bref

- **Congo / Opposition.** Des avocats saisissent des instances internationales sur le sort du général Mokoko. Les avocats de l'ex-candidat à la présidentielle congolaise emprisonné, le général Jean-Marie Michel Mokoko, ont saisi les Nations unies et veulent saisir "d'ici à la fin de semaine" la Commission africaine des droits de l'Homme, pour réclamer la libération de leur client détenu "arbitrairement".
- **Mali/Conflit.** 17 civils tués par des jihadistes présumés à la frontière nigérienne. Dix-sept civils, dont des personnes âgées, ont été tués mardi dans deux villages maliens proches de la frontière avec le Niger, ont annoncé hier deux groupes combattants locaux, en dénonçant des "horreurs inégalées" après de récentes attaques ayant fait plus de 40 morts.
- **Rwanda/Génocide.** Ouverture en France du procès en appel de deux ex-maires.



Photo : AFP

Le procès en appel de deux anciens bourgmestres (maires) rwandais, Octavien Ngenzi, 60 ans, et Tito Barahira, 67 ans en juin, condamnés en 2016 à la prison à vie pour leur participation au génocide des Tutsi dans leur village de Kabarondo en avril 1994, a débuté hier devant les assises de Paris.

Nigeria/Après un double attentat sanglant Sécurité renforcée dans le nord-est

AFP
Abuja/Nigeria

Cette mesure vise principalement marchés et lieux de prières. Entre 26 et 60 personnes ont perdu la vie mardi dans l'Etat d'Adamawa.

LE Nigeria a ordonné hier le renforcement des mesures de sécurité près des marchés et lieux de prières au lendemain d'une double attaque terroriste qui a fait des dizaines de morts dans le nord-est du pays. Un kamikaze s'est fait exploser mardi dans une mosquée de Mubi, dans l'Etat d'Adamawa, puis un second, dans un marché qui se trouve à proximité, au moment où les fidèles s'en-

fuyaient. Le responsable de l'Agence nationale de gestion des urgences, Imam Garki, a donné un bilan de 26 personnes tuées et de 56 blessés, dont 11 très grièvement, soulignant également que les kamikazes étaient vraisemblablement "mineurs". De leur côté, des habitants ont fait état d'un bilan bien plus élevé, évoquant plus de 60 morts. Cette double attaque s'est produite au lendemain de la visite du président nigérian Muhammadu Buhari à Washington où il a remercié Donald Trump pour son aide contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram. Le vice-président nigérian Yemi Osinbajo, qui a assuré l'intérim du président Buhari lors de sa visite aux



Photo : AFP/L'Union

Comme ici dans une mosquée de Maiduguri, la faction de Boko Haram dirigée par Abubakar Shekau a une nouvelle fois visé, outre un marché, un lieu de prières lors d'une double attaque qui a fait des dizaines de morts.

Etats-Unis, a déclaré que le gouvernement était "choqué et révolté" par ces attaques. "La profanation d'un lieu de prière par des criminels est tragique et condamnable", a déclaré M. Osinbajo dans un

communiqué. "Les services de sécurité ont reçu des instructions pour prendre immédiatement des mesures pour renforcer la sécurité à Mubi et ses environs, et tout particulièrement près des marchés et lieux de prière", a-t-il ajouté. La ville de Mubi a été régulièrement visée par les attaques du groupe Boko Haram, qui sévit dans le nord-est du Nigeria. Fin novembre, au moins 50 personnes ont été tuées dans un attentat similaire. En juin 2014, une quarantaine de supporters de football avait été tués, et en octobre 2012, 40 personnes avaient trouvé la mort dans une attaque contre des étudiants imputée au groupe Boko Haram. Le conflit qui ravage les contours du lac Tchad a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés au Ni-

geria depuis 2009. M. Buhari, qui veut briguer en deuxième mandat lors de la présidentielle de février 2019, a fait de la lutte antijihadiste une des priorités, mais les attaques régulières et l'enlèvement d'une centaine de lycéennes par le groupe jihadiste en février, mettent au jour les graves failles sécuritaires dans le nord-est du pays. La semaine dernière, des combattants lourdement armés ont lancé une attaque contre la capitale de l'Etat du Borno, Maiduguri, bastion de la région qui abrite plusieurs millions de personnes et âprement sécurisée par l'armée nigérienne. Le groupe jihadiste est divisé en deux factions principales, l'une dirigée par Abubakar Shekau et qui est active à la frontière avec le Cameroun, l'autre, le groupe "Etat Islamique en Afrique de l'Ouest", qui agit principalement sur les pourtours du lac Tchad et à la frontière avec le Niger. Ce dernier double attentat porte la marque du groupe de Shekau, qui utilise des kamikazes et vise les civils.

A travers le monde

- **Arménie / Politique.** L'appel de Pachinian. L'opposant arménien Nikol Pachinian a appelé hier ses partisans à mettre fin aux manifestations, affirmant avoir obtenu le soutien des quatre partis représentés au Parlement pour son élection au poste de Premier ministre le 8 mai.
- **Etats-Unis/Politique.** Trump a "dicté" une lettre sur sa santé. L'ex-médecin personnel de Donald Trump affirme que, lorsque celui-ci était candidat à la présidence, il lui avait "dicté" une lettre le présentant comme étant en parfaite santé.
- **Irak/Justice.** La Française Mélina Boughedir se défend d'être une "terroriste". La Française Mélina Boughedir, jugée pour "terrorisme" en Irak, s'est défendue hier d'adhérer à l'idéologie du groupe Etat islamique (EI) au premier jour de son procès à Bagdad, a constaté un journaliste de l'AFP.

C'est arrivé...

Frayeur pour Gooch face à un alligator

L'AMERICAIN Talor Gooch s'est retrouvé face à un alligator l'autre jeudi sur le parcours du Zurich Classic à La Nouvelle-Orléans (Louisiane) : après la frayeur initiale et le repositionnement de sa balle pour prendre ses distances avec le reptile, il a réussi à sauver le par. L'incident a eu lieu sur le trou N.18 du TPC Louisiana où Gooch, 230e mondial, a vu sa balle échouer dans un bunker près d'une pièce d'eau. En arrivant près dudit bunker, il a constaté que trois alligators étaient installés à proximité. Son compatriote Chesson Hadley a réussi à

en chasser deux en les effrayant avec un râteau, mais le troisième semblait bien décidé à ne pas quitter l'endroit. "Il essayait de manger le râteau, je me suis dit que je n'allais prendre aucun risque", a expliqué Gooch. Il a alors consulté le représentant des arbitres du tournoi qui lui a indiqué qu'il était dans une situation dite dangereuse qui lui permettait de prendre sa balle et de la repositionner quelques mètres plus loin. « Le "lie" (la position de la balle au sol, NDLR) était catastrophique, mais à choisir entre ma vie et un bon "lie", j'ai vite fait mon choix », a expliqué l'Américain.

... à La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis)